

**COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL
DEPARTEMENT DU LOIRET**

JEUDI 03 Décembre 2020

DECLARATION PREALABLE

Monsieur le préfet,
Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,
Chers collègues,

Cela fait maintenant plusieurs années que nous dénonçons le manque d'effectifs sur la DDSP 45. Force est de constater que nos multiples alertes restent sans réponse. Aujourd'hui, ce n'est pas loin de 80 Gardiens de la Paix, gradés et ADS qui manqueront sur la circonscription à la fin de l'année.

Cette situation, pourrait nous faire penser que le CHSCT est davantage une instance de constatation des lacunes et non une instance de réflexion et de changement.

Monsieur le Préfet, vous qui êtes l'intermédiaire avec les instances nationales, pouvez-vous nous dire quand les problèmes d'effectifs seront-ils réellement pris en compte ?

Nous prenons une fois de plus la parole et au nom de nos collègues de terrain et enquêteurs pour vous redire que la situation est critique.

A défaut de renfort en personnels, la Justice, de concert avec l'administration, semble avoir trouvé sa propre solution pour pallier au manque d'effectifs.

En effet, des milliers de dossiers ont été classés à la S.D. et à la BADR..... Cette purge a balayé les victimes qui attendaient une réponse de la Justice et laissé des auteurs impunis de leurs méfaits.

Dans des services déjà en souffrance, ce classement est synonyme d'anéantissement du travail des personnels en gérance de ces dossiers et de déni des risques encourus sur le terrain par nos collègues actifs car trop peu nombreux. Ce peu de considération accentue leur démotivation.

Ainsi et de manière tout à fait contradictoire, on demande à nos collègues de prendre des plaintes pour tout et n'importe quoi.... Quelle logique à tout cela ?..... Quelles leçons devons-nous en tirer ?

Qu'une fois de plus, au risque de friser l'absurdité, ce sont des statistiques et la politique du chiffre que notre administration voudrait nous imposer. Mais la Police ne se résume pas à ça C'est de l'humain, de la souffrance, des victimes, des blessés et des morts Réduire cela à des nombres relève d'un non-sens.

L'administration, dans son sens large, renvoie nos collègues dans la désillusion, la perte de sens de leur travail et des valeurs pour lesquelles ils sont entrés dans l'institution Police.

La Médecine de Prévention et le SSPO sont là pour appuyer nos propos, malgré cela, rien ne bouge.

Nous déplorons aujourd'hui l'immobilisme des instances et le déni de responsabilité des acteurs face aux réalités dénoncées.

Nous ne pouvons que nous satisfaire du test mis en place pour la vacation de 12h08 pour les brigades de roulement jour qui retrouvent une vie sociale et familiale plus équilibrée. Mais nous n'oublions pas nos collègues nocturnes pour qui ce cycle a largement participé à dégrader la qualité de leurs conditions de travail et de vie sociale.

Alors que nous avons essuyé un refus de l'administration suite à notre demande de mixage des cycles qui aurait satisfait l'ensemble des policiers travaillant en roulement jour et nuit, nous sommes dubitatifs lorsque nous constatons que ce même mixage est proposé dans d'autres circonscriptions par notre DGPN.

Les policiers ont besoin du respect de leur hiérarchie et de reconnaissance dans un contexte sociétal qui baigne dans une insécurité ambiante. Preuve en est des récents événements qui se sont déroulés sur le territoire national qui nous rappellent que les forces de sécurité intérieure sont les garants de la sécurité et de la liberté de chacun d'entre nous.

Nous demandons à ce que cette déclaration préalable soit annexée au procès-verbal de cette séance.

Les représentants du personnel
FSMI FO
UNITE SGP POLICE FO



On ne lâche rien !

